

# Commerce : Trump isole l'Amérique

**En rejetant le Traité de partenariat transpacifique (TPP), le président amorce sa politique protectionniste.**

**E**n se retirant du partenariat transpacifique (TPP), Donald Trump porte un coup d'arrêt au libre-échange commercial traditionnellement défendu par les Etats-Unis et amorce un changement de cap qui pourrait laisser le champ libre à la Chine.

Cette première grande décision économique de son mandat était attendue. Pendant sa campagne, le candidat républi-

cain n'a cessé de dénoncer cet accord abolissant les barrières douanières et réglementaires entre les Etats-Unis et onze pays de la région Asie-Pacifique, et auquel la Chine n'était pas associée.

Elu sur la promesse de ramener des emplois sur le sol américain, le nouveau président ne compte pas s'arrêter là et a promis dimanche de renégocier

l'accord de libre-échange Aléna, alliant Etats-Unis, Mexique et Canada, et accusé de précipiter la désindustrialisation aux Etats-Unis.

Traditionnel défenseur du libre-échange, sous des administrations démocrates comme républicaines, les Etats-Unis s'engagent donc, sous l'impulsion de leur nouveau président, dans un changement de cap radical. ■

# Donald Trump rejette le Traité transpacifique

ETATS-UNIS En campagne, il en parlait comme d'un « viol » de l'économie américaine

- ▶ Le candidat Trump l'avait promis, et c'est chose faite.
- ▶ Très impopulaire, le TPP devrait être remplacé par des accords bilatéraux.

## NEW YORK

DE NOTRE CORRESPONDANT

**P**armi l'avalanche de décrets exécutifs signés lundi matin et visant à « détricoter » l'œuvre de Barack Obama, le nouveau président des Etats-Unis a ordonné à son Administration de mener les préparatifs nécessaires au rejet du Traité de libre-échange sur un partenariat transpacifique (TPP), négocié avec onze pays d'Asie-Amérique (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam), représentant 40 % de l'économie mondiale, à l'exception notable de la Chine. Le but de cet accord, signé en 2015 à l'issue de pourparlers heurtés et pas encore ratifié, était de faire pièce à l'influence grandissante, politique, économique et militaire, de Pékin dans la sphère Asie-Pacifique. Outre la levée des barrières tarifaires entre les douze pays membres, il prévoyait la levée de barrières non tarifaires, inaugurant l'ouverture des appels d'offres nationaux aux entreprises étrangères évitant tout avantage pour leurs propres entreprises publiques perçu comme une mesure protectionniste. Il préconise également le respect du droit du travail au regard des normes de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Très impopulaire dans les cercles démocrates et celui des ONG, qui dénonçaient un texte bancal pouvant obérer les droits des travailleurs, l'environnement et l'accès aux médicaments, le TPP devrait être remplacé par des accords bilatéraux. « Nous devons nous assurer que nous défendons les travailleurs américains », a martelé Sean Spicer, porte-parole de la Maison-Blanche, lundi à Washington. *Les accords multilatéraux sous-entendent par définition le plus petit dénominateur, et nous ne voulons pas de ça*. « Nous en parlions depuis longtemps, a déclaré pour sa part le nouveau chef de l'Etat aux journalistes présents dans le Bureau ovale lors de la signature. *C'est une bonne chose pour le travailleur américain* ».

## Il a aussi confirmé sa volonté de «renégocier» l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena)

Durant la campagne, Trump avait évoqué un « viol » de l'économie américaine qui allait détruire de nombreux emplois dans la manufacture au profit des pays asiatiques. Il fustigeait un « accord terrible ». Sans les Etats-Unis, et au grand dam des capitales asiatiques désireuses de contrer les velléités impérialistes de la Chine et aussi de nombreux élus républicains du Congrès attachés au principe très reaganien du libre-échange, le TPP est de facto condamné. Fin 2016, le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, grand défenseur de l'accord, estimait que l'accord sans les Etats-Unis « n'aurait pas de sens ». « Jamais, depuis 1934, un président américain n'avait œuvré dans le sens du protectionnisme », commente Dan Ikenson, directeur du Herbert A. Stiefel Center for Trade Policy Studies au Cato institute, rappelant que, depuis plus de trois quarts de siècle, la politique commerciale des Etats-Unis avait toujours promis la libéralisation et l'internationalisation des échanges économiques.

Sans signer formellement de décret à ce sujet, le successeur d'Obama a également confirmé sa volonté de « renégocier » l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) de 1994, rassemblant Etats-Unis, Mexique et Canada au sein d'un régime tarifaire préférentiel, taxée de « pire accord jamais conclu par les Etats-Unis » et jugée coupable des mêmes maux que le TPP. « C'est en cours », a confié une source proche du président Trump aux médias américains.

Une rencontre est annoncée avec le président mexicain Enrique Peña Nieto le mardi 31 janvier. Espérant de « très bons résultats » dans sa nouvelle collaboration avec Mexico, Donald Trump a annoncé la semaine passée que le fameux « mur » à la frontière mexicaine, visant à dissuader les flots d'immigrants clandestins de franchir

celle-ci, serait bel et bien construit, avec l'argent du contribuable américain, et que le Mexique « rembourserait dans un deuxième temps ». Nieto avait aussitôt rétorqué qu'il n'en serait rien. ■

MAURIN PICARD

## ET POUR LES EUROPÉENS ?

### L'UE négocie une quinzaine d'accords commerciaux... avec d'autres partenaires que les USA

L'abandon du TPP promis par Donald Trump avait eu un effet, avant même sa concrétisation ce lundi : les Japonais se sont rappelés au bon souvenir des Européens ! Privé d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis et dix autres pays de la zone Asie-Pacifique, Tokyo a déjà pressé l'UE de conclure le deal libre-échangiste que les Européens négocient non sans peine avec le Japon depuis mars 2013... L'UE vient de conclure un accord ambitieux avec le Canada (le fameux Ceta), dont l'entrée en vigueur provisoire et partielle n'attend plus que le feu vert du Parlement européen, attendu à la mi-février. L'UE, première puissance commerciale mondiale, négocie par ailleurs une quinzaine d'autres accords de ce type, soit avec des pays (l'Inde par exemple), soit avec des blocs régionaux (notamment avec le Mercosur latino). La commissaire au Commerce Malmström avait d'ailleurs souligné la semaine passée que l'UE était fort « occupée » par ces négociations pour renvoyer Londres en cours de Brexit en queue du peloton. Par contre, la négociation entamée en juillet 2013 avec les Etats-Unis (le TTIP) est au frigo, sinon en état de mort clinique, depuis l'accès de Donald Trump au pouvoir.

PH.R.

# enquête Le FBI se penche sur la « Russian Connection » du président

**NEW YORK**

DE NOTRE CORRESPONDANT

Quels liens Donald Trump et ses plus proches conseillers ont-ils noué avec le pouvoir russe ? Le réveil est désagréable, en ce premier lundi à la Maison-Blanche, pour le nouveau président des Etats-Unis : le FBI, celui-là même qui lui donna un fameux coup de pouce durant la campagne électorale en rouvrant l'enquête sur les courriels de Hillary Clinton deux semaines avant le scrutin du 8 novembre, vient d'amorcer une investigation sur les communications supposées entre représentants du candidat républicain et du Kremlin durant l'année écoulée. Donnant suite aux rumeurs insistantes autour d'un complot visant à favoriser le milliardaire au détriment de sa rivale démocrate, le « Bureau » rouvre ainsi un ténébreux dossier que le tribuna new-yorkais espérait voir clos une bonne fois pour toutes.

Les faits, cependant, sont entêtants, et certains membres du premier cercle présidentiel ne semblent pas s'en soucier outre mesure. Ainsi en va-t-il de Mike Flynn, ex-général nommé conseiller à la sécurité nationale : déjà dans l'œil du cyclone pour ses accointances avec le pouvoir russe, sa visite au siège du cyberrenseignement russe en 2015, son dîner à la table de Vladimir Poutine dans les locaux de la chaîne d'Etat Russia Today, le « trois-étoiles » se retrouve au cœur des interrogations du FBI, mais aussi de la CIA, de la NSA et du Trésor américain, pour une série d'appels téléphoniques passés le 29 décembre dernier avec l'ambassadeur russe à Washington, Sergueï Kislyak. Officiellement, Flynn et Kislyak se seraient parlé en vue « d'organiser un entretien téléphonique » ultérieur entre le président russe et son futur homologue américain, selon les termes du

porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer. « Aussi simple que cela », arguait ce dernier, sur la défensive.

Le problème est que, ce même 29 décembre, le président sortant Barack Obama annonçait de nouvelles sanctions économiques visant des individus et entités russes, jugés responsables de près ou de loin des actions de subversion informatique, ou cyberattaque, perpétrées durant l'élection, essentiellement contre le camp démocrate, et vraisemblablement commanditées par le président russe lui-même, Vladimir Poutine. Celui-ci ne pardonnait pas à l'ex-secrétaire d'Etat Hillary Clinton d'avoir publiquement soutenu les manifestations populaires de décembre 2011 en Russie, interprétées comme une tentative de provoquer un changement de régime.

Dimanche soir, la porte-parole adjointe de la Maison-Blanche, Sarah Sanders, montait au créneau, affirmant dans un communiqué n'avoir « aucune connaissance d'une investigation en cours ou des motifs (légitimes) d'une telle investigation ».

Celle-ci aurait pourtant été ouverte depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, et porte sur d'autres « messagers » que Flynn, bien que celui-ci, par l'importance de ses nouvelles attributions et son attitude ouvertement pro-russe, constitue la priorité des enquêteurs. Le rejoignent sur le grill l'ex-directeur de campagne de Trump, Paul Manafort, le vieux consilieri républicain Roger Stone, et l'homme d'affaires Carter Page.

Avant de rallier le camp Trump, Paul Manafort avait œuvré en Ukraine pour le président pro-russe Viktor Ianoukovitch, évincé du pouvoir en 2014. Une enquête antérieure lancée par le FBI et la justice ukrainienne s'efforçait d'établir

si Manafort aurait profité du pillage systématique des fonds publics à Kiev par le clan Ianoukovitch.

Adeptes des basses œuvres politiques depuis la campagne Nixon de 1968, Roger Stone avait quitté la direction du navire Trump en 2015, éclaboussé par des propos jugés extrémistes et peu appréciés du « meilleur gendre » Jared Kushner, ainsi que de la fille prodigue Ivanka. Il serait cependant resté étroitement associé au clan Trump, jouant dans l'ombre... et commettant une énorme bourde en août 2016. Roger Stone avait alors prédit que l'automne s'annonçait périlleux pour les démocrates, au vu de ce que Julian Assange, le fondateur du site Wikileaks, détenait sur le directeur de campagne de Hillary Clinton, John Podesta. En octobre, celui-ci avait bien vu ses milliers

**Avant de rallier le camp Trump, Paul Manafort avait œuvré en Ukraine pour le président pro-russe Viktor Ianoukovitch**

d'e-mails internes à la campagne déversés sur la place publique par Wikileaks. Bien qu'Assange le nie, le renseignement américain est convaincu que les services de cyberrenseignement russes, ceux-là même fréquentés par Flynn, ont exécuté ce pillage de données, pour le confier ensuite à Assange qui partage avec Poutine une vieille haine recuite contre Hillary Clinton.

Carter Page, enfin, voyage régulièrement à Moscou, et aurait rencontré à plusieurs reprises un conseiller de Poutine, Igor Setchine. Il a été nommé en mars 2016 conseiller de politique étrangère par Donald Trump. Et nie aujourd'hui avoir jamais parlé à Setchine. ■

**M. P.**